



M. Pierre CHAPPARD
Mme Pauline LONDEIX
ACT UP-PARIS
B.P. 287 – 75525 Paris Cedex 11

M. Françoise FILLON
Premier Ministre
Services du Premier Ministre / Maignon
57 rue Varenne
75007 Paris cedex
Tel : 01 42 75 80 00

Référence : Organisation d'une réunion interministérielle sur les médicaments à bas prix

Objet : Demande de rendez-vous

C.C : M. Jean-Paul FAUGÈRE, Mme Marie-Anne BARBAT-LAYANI, M. Gilles BRIATTA, M. Corso BAVAGNOLI, M. Charles FRIES

Paris, le lundi 8 août 2011

Monsieur le Premier Ministre,

Comme nous avons pu l'indiquer à plusieurs reprises au Président de la République et à ses conseillers, ainsi qu'à Mme Christine Lagarde le 7 avril dernier lors d'une réunion à l'Élysée, de nombreux accords actuellement négociés à Bruxelles menacent l'accès aux médicaments génériques à bas prix, et de ce fait l'accès aux traitements dans les pays en développement. Ces accords risquent de remettre en cause l'ensemble des efforts menés jusqu'ici par la communauté internationale, en particulier par la France, pour tenter de juguler la pandémie de VIH/sida à travers le monde.

Le Président de la République a réaffirmé, lors de cette réunion, son soutien aux médicaments génériques. Dans un courrier datant du 26 avril envoyé à Act Up-Paris, le chef de cabinet du Président réitère ce soutien. Lors de la réunion du 7 avril, le Président de la République avait par ailleurs donné son feu vert à ses conseillers pour que ceux-ci travaillent à l'organisation d'une réunion interministérielle.

Nous savons que la France pousse au niveau européen et dans le cadre de ces accords pour un renforcement du droit de propriété intellectuelle, des brevets et de la protection des données dans le but de renforcer les monopoles des firmes européennes. Nous savons par ailleurs que le Ministère de l'économie et des finances joue un rôle crucial sur la parole portée par la France à Bruxelles.

Pourtant, à ce stade, de nombreux éléments justifient nos inquiétudes ainsi que celles de nombreux acteurs de la lutte contre la pandémie. Récemment, l'OMS, ONUSIDA, UNITAID, le Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, ou encore le Programme des Nations-Unis pour le développement ont exprimé leurs inquiétudes concernant la multiplication des accords



bilatéraux négociés par l'Union Européenne (avec l'Inde, les pays d'Asie du Sud-est, la région MERCOSUR, ainsi que de nombreux pays d'Afrique) et accords internationaux (ACTA).

En s'attaquant à l'exportation et à la production des médicaments génériques à bas prix, ces accords risquent de faire augmenter sensiblement le prix des produits de santé dans les pays en développement. Pourtant, la concurrence par les génériques est aujourd'hui le seul moyen de faire baisser le prix de molécules vitales. Depuis le début des années 2000, il n'aurait jamais été possible de mettre des millions de personnes sous traitements sans les copies de médicaments à bas prix. Ces accords remettent par ailleurs en cause les accords de Doha de 2001, et contournent les instances internationales existantes dans lesquels les pays en développement sont représentés (OMPI, OMS, OMC, OMD, etc.).

Sans la concurrence par les génériques, la France et le Président Sarkozy pourront faire une croix sur les engagements pris lors des sommets du G8 de 2007, 2008, 2009, et 2010 d'assurer l'accès universel aux traitements des trois grandes pandémies. Ils pourront également faire une croix sur les espoirs d'inverser la courbe de la pandémie de VIH d'ici 2015, et de mettre 15 millions de personnes sous traitements comme promis lors du Sommet des Nations Unies sur le VIH à New York en juin dernier. En juillet 2011, 180 000 personnes ont été tuées par le VIH à travers le monde et 450 000 ont succombé aux trois grandes pandémies réunies. Ces personnes ne seraient pas mortes si elles avaient pu accéder à des molécules vitales, dont la plupart restent inabordables dans les pays pauvres.

Matignon a aujourd'hui le pouvoir de convoquer une réunion interministérielle sur cette question. Afin d'aborder l'ensemble de ces questions, nous souhaiterions vous rencontrer pour échanger avec vous sur ce sujet, et vous demandons par ailleurs de lancer l'organisation de la réunion interministérielle promise par le Président de la République il y a 4 mois. Enfin, une prise de position officielle de votre part pourrait contribuer à débloquer cette situation bloquée depuis des mois maintenant.

Dans l'attente d'une réponse rapide et favorable, veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de notre considération.

Pierre CHAPPARD
Président

Pauline LONDEIX
Responsable Plaidoyer International

Vous trouverez ci-joints les documents suivants :

- (1) Le courrier de Guillaume Lambert, chef de Cabinet du Président de la République adressé à Act Up-Paris
- (2) Le communiqué de l'OMS, l'ONUSIDA, le PNUD s'inquiétant de l'ensemble de ces accords
- (3) Le communiqué du Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme sur ces accords
- (4) Le Communiqué d'UNITAID sur le même sujet
- (5) Le courrier de demande d'organisation d'une réunion inter-ministérielle (Act Up-Paris, Aides, Médecins sans frontières, Oxfam-France, Sidaction) datant du 6 avril 2011